

Donald Trump sans doute condamné à la cohabitation



Un tueur à gages dans un film porno

Dan Crenshaw est le candidat républicain à la Chambre dans la 2^e circonscription du Texas, qui englobe en partie la ville de Houston. Diplômé de Harvard, il servit, de 2006 à 2016, dans les Navy Seals, les forces spéciales de la marine américaine. Il perdit un œil en Afghanistan et porte un bandeau noir.

Pete Davidson, un humoriste du programme télévisé *Saturday Night Live*, a cru pouvoir s'en moquer en estimant que Crenshaw avait moins la tête d'un candidat au Congrès que d'un "tueur à gages dans un film porno". Le dérapage, unanimement condamné, illustre une campagne qui n'aura guère brillé par sa haute tenue morale.

Analyse Philippe Paquet
Envyé spécial à San Angelo (Texas)

Dix ans après l'élection de Barack Obama, les Américains sont appelés ce mardi à se prononcer sur son successeur. Il ne s'agit, certes, pas d'un scrutin présidentiel, mais les législatives de la mi-mandat (*Midterms*) sont traditionnellement un référendum sur le locataire de la Maison-Blanche. C'est plus que jamais le cas puisque Donald Trump a explicitement invité ses compatriotes à juger son bilan, tout en faisant activement campagne pour les candidats républicains dans un climat de véritable guerre tribale.

Les Américains élisent donc, ce 6 novembre, les 435 membres de la Chambre des représentants (renouvelée en totalité tous les deux ans) et 35 des 100 membres du Sénat (renouvelé par tiers tous les deux ans). L'issue du vote sera lourde de conséquences pour les deux dernières années de la présidence de Donald Trump, selon que les Démocrates ou les Républicains s'assureront le contrôle de tout ou partie du Congrès.

Les ultimes sondages suggèrent que les Démocrates vont reconquérir une majorité à la Chambre, mais très probablement pas au Sénat. L'élection de Donald Trump a, toutefois, montré combien les pronostics pouvaient être démentis, à plus forte raison

alors que la dynamique de la campagne a changé au cours des dernières semaines.

D'une part, Donald Trump a pu, à tort ou à raison, revendiquer la bonne santé de l'économie américaine (avec un chômage au plus bas depuis un demi-siècle et des hausses de salaires sans précédent depuis dix ans). D'autre part, son discours sur la sécurité des frontières, quoique truffé d'approximations et de mensonges, a fait mouche auprès de son électeur. Ces deux arguments peuvent faire pencher la balance dans les villes du Texas profond comme San Angelo – quatre sièges de députés et un de sénateur sont chaudement disputés dans le deuxième État le plus peuplé du pays.

Le contrôle du Congrès

Si les Républicains devaient perdre la Chambre, mais conserver le Sénat, ils trouveraient matière à consolation en se sachant en position de bloquer toutes les initiatives législatives des

Démocrates – et de couler une éventuelle tentative de destitution du Président (laquelle requiert une majorité des deux tiers au Sénat). Surtout, ils garderaient la haute main sur les nominations à la Cour suprême. Or, sur ses neuf juges, il n'en reste que quatre qui furent nommés par des présidents démocrates et deux d'entre eux – Stephen Breyer et Ruth Bader Ginsburg – sont âgés respectivement de

■ Les Américains élisent ce mardi un nouveau Congrès.

■ Un scrutin législatif qui est aussi un référendum sur Donald Trump.

■ Et qui expose le Président à devoir composer avec une majorité hostile.

80 et 85 ans. L'occasion pourrait se présenter d'ancrer solidement la Cour à droite, et pour des décennies.

En prenant le contrôle de la Chambre, mais pas du Sénat, les Démocrates priveraient Donald Trump et les Républicains de toute possibilité de faire avancer leur agenda – mais sans pouvoir pour autant imposer le leur puisqu'il leur faudrait affronter un Sénat a priori hostile et courir le risque d'un veto présidentiel. Ils auraient la faculté de pourrir la fin de mandat de Donald Trump, mais la stratégie ne serait pas sans danger car ce dernier aurait beau jeu, en 2020, de rejeter la responsabilité de son inaction et de ses échecs sur l'obstruction des Démocrates (ce qu'il a, au demeurant, déjà fait jusqu'ici).

Le contrôle des États

Si le sort du Congrès est le premier enjeu des élections de la mi-mandat, il ne faut pas pour autant perdre de vue que les Américains sont aussi appelés à désigner 35 des 50 gouverneurs d'État. L'issue de ces scrutins est essentielle pour la vie politique locale au cours des quatre années à venir (ou des deux prochaines dans le Vermont et le Maine), mais aussi pour la prési-

dentielle et les législatives de 2020, dans la mesure où les gouverneurs ont la faculté de créer des conditions de campagne plus favorables aux candidats de leur parti, lesquels sont aussi susceptibles de profiter de leur

notoriété et de leurs réseaux.

Enfin, les électeurs renouvelleront également mardi les assemblées d'État. De nouveau, l'enjeu est doublement important, pour la vie quotidienne des gens (par exemple pour les droits des minorités) et pour les élections futures. Ces assemblées ont, en effet, le pouvoir de redessiner les circonscriptions électorales, notamment à la faveur du recensement décennal de 2020. Le procédé, appelé "gerrymandering", est redoutable dans un système qui accorde la totalité des gains au candidat le mieux placé (*winner takes all*) puisqu'il permet de faire coïncider le découpage géographique avec la concentration d'un électorat ciblé, de manière à consolider durablement les positions d'un

parti. Quitte à donner aux circonscriptions les formes les plus fantaisistes.

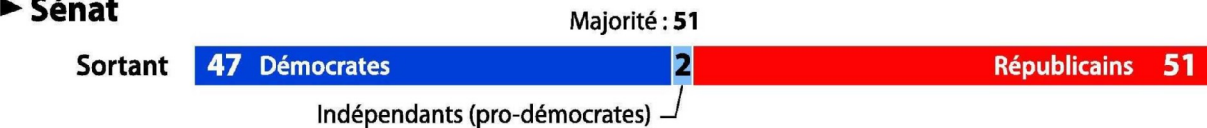
Frustration et colère

Quels que soient les résultats, il faut s'attendre à beaucoup de passion. Un récent sondage *USA Today* - Suffolk University montre que 73 % des Démocrates et 69 % des Républicains seraient "ravis" d'une victoire de leur parti à la Chambre et au Sénat. Une double défaite rendrait, au contraire, "furieux" respectivement 52 % et 35 % d'entre eux. Cela sans parler de la frustration et du ressentiment que générera le blocage des institutions dans l'hypothèse où un Président républicain devrait cohabiter avec un Congrès en tout ou en partie contrôlé par les Démocrates.

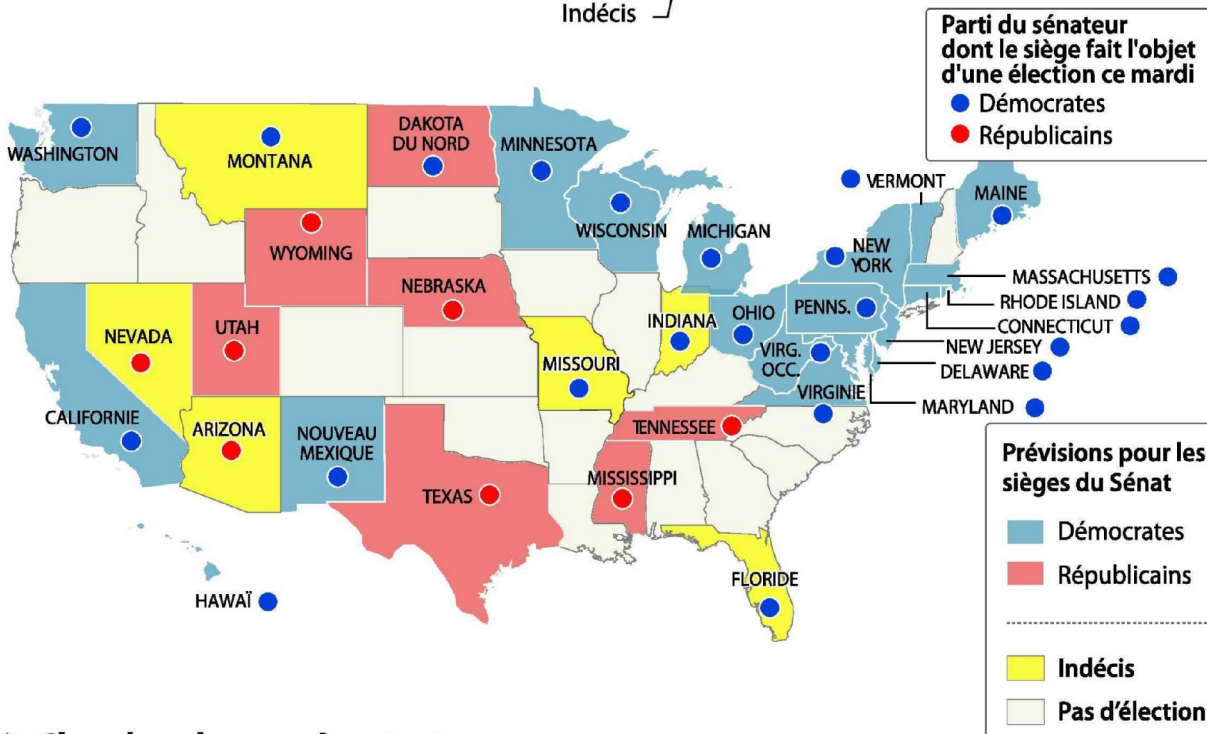
ASSEMBLÉES SORTANTES ET PRÉVISIONS AUX ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Prévisions pour les élections du 6 novembre

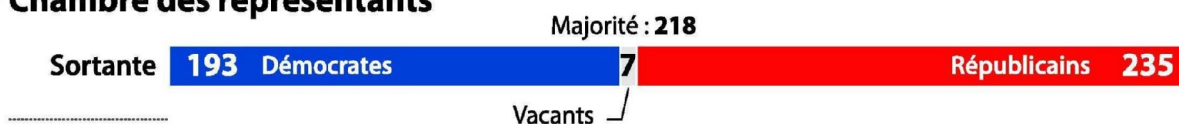
► Sénat



35 des 100 sièges en jeu



► Chambre des représentants

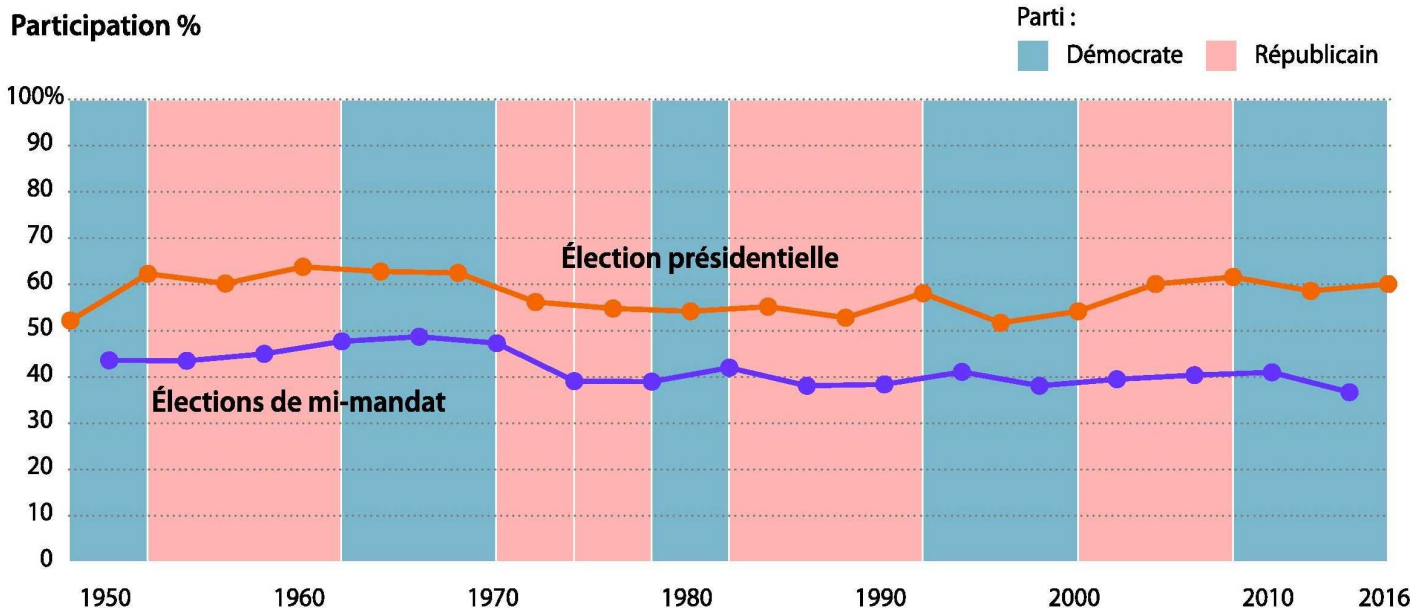


Les 435 sièges sont renouvelables



LE VOTE AUX ÉLECTIONS DE MI-MANDAT AUX ÉTATS-UNIS

La participation est traditionnellement plus faible que lors de l'élection présidentielle



Source : RealClearPolitics, US Elections project

© AFP

Les médias américains face au “président du fake news”

Entretien Maria Udrescu

C'est si drôle de voir les faux sondages de découragement et la fausse rhétorique de CNN”, a twitté ce lundi Donald Trump, irrité face à l'annonce, par son média souffre-douleur, d'une vague bleue démocrate lors des élections de mi-mandat. “Les médias des Fake News [sont le] véritable ennemi du peuple [...]”, écrivait-il quelques jours plus tôt, pour répondre à ceux qui l'accusent de répandre la haine dans la société américaine. À l'approche d'un scrutin crucial pour les Républicains et la suite de son mandat, le président américain exacerbe la stratégie qui a fait sa marque de fabrique: présenter toute critique comme étant fausse, à l'aide de son réseau de prédilection, Twitter.

“Donald Trump est appelé le fake news president parce qu'il utilise énormément ce terme. Mais aussi parce qu'il a bénéficié électoralement de la propagation de fausses informations”, par d'autres acteurs et médias, des parties tierces même d'autres pays, précise Stephanie Edgerly de la Northwestern University. Lors de son passage à Bruxelles, l'experte des médias américains a analysé la parole politique à l'époque des réseaux sociaux et des fake news.

Barack Obama était, lui, appelé le “social media president”. Mais comparé à l'usage que fait Donald Trump des réseaux sociaux, il semble un peu désuet...

La campagne de Barack Obama était remarquable et sophistiquée en ce qu'elle s'étendait sur une variété de plateformes sociales pour cibler différentes personnes. Beaucoup plus qu'Obama, Donald Trump se concentre spécifiquement sur Twitter. Et son utilisation de Twitter est authentique. On n'a pas à se demander s'il y a une équipe de communication qui écrit ses tweets. Les gens croient que

le compte Twitter de Donald Trump est la voix de Donald Trump, que les opinions et les informations partagées sont réellement les siennes. Obama n'avait pas cette qualité. Il y avait encore cet aspect professionnel, bureaucratique. Son Twitter ressemblait à des communiqués de presse, pour annoncer une nouvelle mesure, montrer des photos de sa famille à un événement officiel, etc. Le style de Donald Trump est plus parlant, plus orienté.

Les réseaux sociaux permettent de mieux développer cet aspect personnel, authentique par rapport à l'ancien environnement médiatique, plus contraint par la télévision.

Fox News était la plateforme de référence des Républicains. Longtemps pendant la campagne de 2016, Donald Trump n'a pas été le favori de la chaîne. Malgré cela, il a créé sa popularité sur d'autres supports, comme Breitbart News. Est-ce inédit ?

L'audience de Fox News est composée principalement d'hommes âgés (65 ans et plus), dont la télévision est la source d'informations principale. Si je suis un jeune électeur républicain conservateur, Fox News va me sembler trop traditionnel.

Je vais vouloir quelque chose de plus audacieux, plus avant-gardiste, moins formel, etc. Il y a donc eu le développement des versions digitales de Fox (Infowars, Breitbart, The Daily Caller).

Fox News a pénétré le paysage médiatique des États-Unis en 1996, à l'époque où le démocrate Bill Clinton était président. Dans un climat très anti-Clinton, la chaîne a capté une audience qui était marginalisée avant son existence: des consommateurs d'informations âgés, qui aimaient bien la télévision, mais qui avaient l'impression que leurs valeurs n'étaient pas reflétées par les médias existants. Fox News a bénéficié de sa position critique envers

l'administration. Cette position a changé en 2000 avec l'élection de George Bush, mais Fox avait déjà pu construire sa base d'audience pendant des années.

Sous Obama, Fox News a de nouveau profité de sa posture d'opposition. Alors que les chaînes étiquetées libérales, comme MSNBC, avaient du mal à se positionner, en essayant de soutenir le gouvernement, mais en même temps se montrer critiques, etc. C'est plus facile d'être une source d'opposition, plutôt que la source qui défend le statu quo de l'administration. On voit aujourd'hui que ces chaînes libérales voient leur audience augmenter, sous la présidence Trump.

C'est Fox News qui se retrouve désormais dans une position délicate...

Beaucoup pensent que si Donald Trump n'avait pas gagné les élections, il aurait développé une autre branche de médias conservateurs parce qu'il n'était pas satisfait de la couverture que lui offrait Fox News. On voit qu'encore aujourd'hui, les journalistes de Fox News ont du mal à répondre à la question : comment peut-on réaffirmer les valeurs de notre audience qui vote Trump, mais en même temps s'imposer, le critiquer, garder notre liberté d'action ? Parfois, ils tombent dans le panneau, et essaient à tout prix de défendre une administration à laquelle ils ont un accès privilégié. En 2016, Fox News a été un acteur central de la dissémination des *fake news*. Des positions alternatives extrémistes ont toujours existé sur les réseaux sociaux, mais restaient dans les recoins du web. Mais pendant la campagne de 2016, certains médias *mainstream* les ont reprises et leur ont donné une visibilité gigantesque.

La clé du succès pour diffuser des *fake news* est que toutes les histoires que vous publiez ne peuvent pas être fausses. Il faut construire sa crédibilité, donner des faits avérés aux électeurs. Breitbart le sait. Fox News joue de ça aussi. Toutes leurs émissions ne vont pas être complètement remplies d'informations tendancieuses, orientées.

On a eu l'impression que le monde avait découvert les "fake news" avec l'élection de

Donald Trump. Est-ce vraiment le cas ?

Nous sommes devenus plus conscients du phénomène. L'élection de 2016 a popularisé le concept. Mais les *fake news*, dans le sens d'organisations de presse qui rapporteraient des informations fausses ou des parties tordues qui essaient d'utiliser les médias pour influencer le public à des fins électorales, cela existe depuis des siècles. Ce qui est nouveau, c'est l'environnement médiatique dans lequel cela évolue. Et puis l'échelle de grandeur. C'est un phénomène global aujourd'hui. Un phénomène qui plus est

traçable. On peut voir comment une histoire naît dans un pays et se propage à des milliers de kilomètres de là.

“Beaucoup plus qu'Obama, Donald Trump utilise Twitter de manière authentique.”

Stephanie Edgerly

Experte des médias américains de la Northwestern University.